

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4109

[2003/201554]

**2 OCTOBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la procédure à suivre en cas de survenance d'événement portant atteinte à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 décembre 2002 relatif à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, notamment l'article 4;

Considérant qu'il y a lieu de protéger la santé des personnes des effets néfastes de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine en garantissant la salubrité et la propreté de celles-ci, et ce, conformément à la directive 98/83/CE du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine;

Vu l'avis de la Société publique de Gestion de l'Eau rendu le 11 juin 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de Wallonie rendu le 4 juillet 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 27 août 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « événement » : tout fait altérant ou pouvant altérer la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine;

2° « fournisseur » :

a. l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau par canalisations;

b. l'exploitant d'une prise d'eau privée qui permet d'alimenter par des canalisations des consommateurs sans passer par un réseau public de distribution d'eau;

c. l'opérateur qui fournit l'eau à partir d'un camion-citerne ou d'un bateau-citerne;

3° « gestionnaire d'événement » : la personne désignée à cet effet par le fournisseur, au sein de ses services, qui est responsable de la gestion de l'événement;

4° « Ministre » : le Ministre du Gouvernement wallon qui a la politique de l'eau dans ses attributions;

5° « Administration » : la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement;

6° « zone de distribution » : zone géographique dans laquelle les eaux destinées à la consommation humaine proviennent d'une ou de plusieurs sources et à l'intérieur de laquelle la qualité est considérée comme uniforme;

7° « décret » : le décret du 12 décembre 2002 relatif à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

**Art. 2.** Chaque fournisseur doit établir une procédure appelée plan interne d'urgence et d'intervention, à suivre en cas de survenance d'événement, conformément, au minimum, au prescrit du présent arrêté.

Cette procédure décrit au minimum :

- les modalités de caractérisation de l'événement, notamment la description des mesures à systématiquement prendre sur les lieux de l'incident pour vérifier les informations fournies relativement audit événement;

- les modalités de gestion de l'événement, notamment la description de la manière amenant à la déclaration de non-potabilité;

- les modalités d'information des consommateurs et des autorités concernés en cas de non-potabilité de l'eau;

- les modalités de traçabilité de l'événement, notamment en ce qui concerne l'enregistrement des documents y relatifs.

Le document ainsi établi doit en outre reprendre en annexe :

- la répartition des zones de distribution sur le territoire couvert par le fournisseur ainsi que les schémas synoptiques d'acheminement de l'eau au sein de ces zones;

- la ou les sources d'alimentation de chacune des zones de distribution;

- les coordonnées du gestionnaire d'événement;

- les coordonnées de la personne ou de l'autorité déterminant la non-potabilité.

Cette procédure sera soumise pour accord à l'Administration, laquelle disposera d'un délai de soixante jours pour marquer son accord ou faire ses observations.

**Art. 3.** Tout événement doit être signalé sans délai au fournisseur. Toute information relative à la survenance d'événement fondé ou pas provenant d'un tiers au fournisseur doit faire l'objet d'un suivi de la part du gestionnaire d'événement.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Le fournisseur désigne en son sein :

a) le ou les gestionnaires d'événement; ces désignations garantissent l'application du plan d'urgence et d'intervention tous les jours 24 heures sur 24;

b) l'autorité habilitée à déclarer l'eau non conforme aux exigences de salubrité et de propreté.

§ 2. Chaque événement signalé doit être formellement enregistré sur un document tel que défini à l'article 5.

§ 3. Le fournisseur établit et tient à jour un schéma synoptique d'acheminement de l'eau qui pourra être consulté par l'Administration en cas de nécessité. Le Ministre peut fixer les caractéristiques standards de ces schémas.

**Art. 5.** Dès que l'événement a été porté à sa connaissance, le gestionnaire de l'événement établit un document comprenant au moins les éléments suivants :

- identité des personnes désignées en application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>;
- si possible, identité et adresse de la personne ayant signalé l'événement;
- localisation de l'événement;
- nature présumée de l'événement;
- diagnostic;
- actions entreprises ou à entreprendre;
- déclaration éventuelle de non-conformité aux exigences de salubrité et de propreté;
- information éventuelle de la population et des autorités concernées.

Elle le complète au fil du traitement de l'événement et le signe au moment de la clôture de l'événement.

Si une déclaration de non-conformité aux exigences de salubrité et de propreté est établie, une copie du document est transmise sans délai à l'Administration et à la commune.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire d'événement pose immédiatement un premier diagnostic et consigne l'ensemble des informations recueillies dans le document dont question à l'article 5.

§ 2. Si un diagnostic ne peut être immédiatement établi, un agent du fournisseur se rend immédiatement sur place afin d'évaluer une éventuelle altération de l'eau et ce, en réalisant immédiatement des mesures et/ou prélèvements en vue de vérifier, à tout le moins, la turbidité, la couleur, l'odeur et l'efficacité de la désinfection.

Le cas échéant, des opérations d'échantillonnages et d'analyses sont réalisées dans les plus brefs délais par un laboratoire accrédité.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Après avoir établi le diagnostic visé à l'article 6, le gestionnaire d'événement détermine la zone géographique atteinte par l'événement ou pouvant être atteinte par celui-ci. Elle peut requérir à cet effet l'intervention de tout agent du fournisseur dont elle estime l'aide nécessaire.

Le gestionnaire d'événement examine le réseau de distribution et les ouvrages en amont en utilisant les schémas des réseaux établis par le fournisseur pour identifier le site d'origine de l'événement (captages, réservoir, château d'eau, installation privée, etc.) et déterminer avec exactitude la zone concernée par celui-ci. Il détermine la (les) commune(s) ainsi que le nombre de raccordements concernés par l'événement.

§ 2. Tous les renseignements collectés, en particulier l'indication des communes, des parties de leur territoire concernées par l'événement et les références des schémas des réseaux, sont indiqués dans le document visé à l'article 5.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Si la personne désignée en application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, conclut que l'eau est conforme aux exigences de salubrité et de propreté visées à l'article 5 du décret, elle consigne sa décision dans le document visé à l'article 5 du présent arrêté et clos la procédure à suivre en cas de survenance d'événement.

§ 2. Lorsque la personne désignée en application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, b), estime que l'eau est non-conforme aux exigences de salubrité et de propreté, visées à l'article 5 du décret, elle examine si des mesures immédiates peuvent rendre l'eau à nouveau conforme aux exigences de salubrité et de propreté dans un délai moindre que celui nécessaire à la déclaration formelle de non-conformité. Ce délai ne peut excéder en aucun cas 6 heures.

§ 3. Si la mise en œuvre des mesures immédiates aptes à rendre l'eau à nouveau conforme aux exigences de salubrité et de propreté est plus rapide que les délais énoncés au § 2, il n'y a pas de lieu de procéder à une déclaration formelle de non-conformité.

§ 4. Si la mise en œuvre des mesures immédiates aptes à rendre l'eau à nouveau conforme aux exigences de salubrité et de propreté ne le permet pas endéans les délais visés au § 2, la personne désignée en application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, b), procède à une déclaration formelle de non-conformité. Elle prend alors les mesures nécessaires pour avertir immédiatement la population et les autorités concernées en tenant compte des éventuelles restrictions d'usage de l'eau. Cette décision est inscrite dans le document visé à l'article 5 du présent arrêté. Les autorités concernées sont l'Administration, les bourgmestres des communes concernées et, le cas échéant, toute autre autorité compétente.

**Art. 9.** Le fournisseur prend toutes les mesures utiles afin d'assurer la continuité de la gestion de l'incident durant et en dehors des heures normales de service.

**Art. 10.** Le fournisseur transmet à l'Administration son plan interne d'urgence et d'intervention pour la première fois au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2004. Le plan interne d'urgence et d'intervention est l'objet, au moins une fois tous les trois ans, d'une évaluation entre le fournisseur et l'Administration. Cette évaluation peut amener à une demande de l'Administration de révision du plan. Dans ce cas, le nouveau plan interne d'urgence et d'intervention est soumis à l'accord de l'Administration conformément à la procédure reprise à l'article 2.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 8 qui entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement pris en exécution de l'article 6 du décret.

**Art. 12.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 octobre 2003

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4109

[2003/201554]

**2. OKTOBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über das zu beachtende Verfahren bei Auftreten von Vorfällen, die die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers beeinträchtigen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. Dezember 2002 bezüglich der Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers, insbesondere des Artikels 4;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die Gesundheit der Personen gegen die schädlichen Auswirkungen der Kontamination des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers zu schützen, indem die Genussunfähigkeit und Reinheit des Wassers gemäß der Richtlinie 98/83/EG vom 3. November 1998 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch gewährleistet werden;

Aufgrund des am 11. Juni 2003 abgegebenen Gutachtens der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung);

Aufgrund des am 4. Juli 2003 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats vom 27. August 2003;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Nach Beratung,

Beschließt :

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen :

1° "Vorfall" : jeglicher Tatbestand, durch den die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers beeinträchtigt wird oder werden kann;

2° "Lieferant" :

a) der Betreiber eines öffentlichen Wasserversorgungsnetzes durch Rohrleitungen;

b) der Betreiber einer privaten Wasserentnahmestelle, durch die Verbraucher durch Rohrleitungen versorgt werden können, ohne ein öffentliches Wasserversorgungsnetz zu benutzen;

c) der Betreiber, der das Wasser von einem Tankfahrzeug oder Tankschiff aus liefert;

3° "Vorfallbearbeiter" : die zu diesem Zweck von dem Lieferanten innerhalb seiner Dienststellen bezeichnete Person, die für die Bearbeitung des Vorfalls verantwortlich ist;

4° "Minister" : der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

5° "Verwaltung" : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;

6° "Versorgungsgebiet" : das geographische Gebiet, in dem das für den menschlichen Gebrauch bestimmte Wasser aus einer oder mehreren Quellen stammt und innerhalb deren die Qualität als einheitlich betrachtet wird;

7° "Dekret" : das Dekret vom 12. Dezember 2002 bezüglich der Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers.

**Art. 2** - Jeder Lieferant muss ein Verfahren, genannt interner Not- und Einsatzplan, erstellen, das bei Auftreten eines Vorfalls mindestens entsprechend den Vorschriften des vorliegenden Erlasses zu verfolgen ist.

In diesem Verfahren wird mindestens Folgendes beschrieben :

- die Modalitäten für die Charakterisierung des Vorfalls, insbesondere die Beschreibung der am Ort des Zwischenfalls systematisch getroffenen Maßnahmen zur Überprüfung der bezüglich des besagten Vorfalls gelieferten Informationen;

- die Modalitäten für die Bearbeitung des Vorfalls, insbesondere die Beschreibung der Vorgehensweise, mittels deren das Wasser für genussuntauglich erklärt wird;

- die Modalitäten für die Unterrichtung der im Falle einer Genussunfähigkeit des Wassers betroffenen Verbraucher und Behörden;

- die Modalitäten für die Rückverfolgung des Vorfalls, insbesondere was die Registrierung der diesbezüglichen Unterlagen betrifft.

Dem derart erstellten Verfahrensdokument müssen außerdem folgende Angaben beigefügt werden :

- die Verteilung der Versorgungsgebiete auf dem von dem Lieferanten gedeckten Gebiet, sowie die Übersichtsschemen der Wasserzufuhr innerhalb dieser Gebiete;

- die Versorgungsquellen(n) eines jeden dieser Versorgungsgebiete;

- Name und Anschrift des Vorfallbearbeiters;

- Name und Anschrift der Person oder Behörde, die die Genussunfähigkeit bestimmt.

Dieses Verfahren wird der Verwaltung zur Genehmigung unterbreitet. Diese verfügt über eine Frist von sechzig Tagen, um ihre Zustimmung zu geben oder ihre Bemerkungen vorzutragen.

**Art. 3** - Jeder Vorfall muss dem Lieferanten unverzüglich gemeldet werden. Jede von einer Drittperson an den Lieferanten weitergeleitete Information bezüglich des Auftretens eines begründeten oder unbegründeten Vorfalls muss von dem Vorfallbearbeiter weiter bearbeitet werden.

**Art. 4** - § 1. Der Lieferant bezeichnet innerhalb seiner Dienststellen :

a) den oder die Vorfallbearbeiter; diese bezeichneten Personen gewährleisten täglich rund um die Uhr die Anwendung des Not- und Einsatzplans;

b) die Behörde, die befugt ist, das Wasser für nichtübereinstimmend mit den Genussunfähigkeits- und Reinheitsanforderungen zu erklären.

§ 2. Jeder gemeldete Vorfall muss ausdrücklich in einem in Artikel 5 beschriebenen Dokument registriert werden.

§ 3. Der Lieferant erstellt ein Übersichtsschema der Wasserzufuhr und hält es auf dem neuesten Stand. Dieses Schema kann im Notfall von der Behörde eingesehen werden. Der Minister kann die Standardmerkmale dieser Schemen festlegen.

**Art. 5** - Sobald ihm der Vorfall zur Kenntnis gebracht wurde, erstellt der Vorfallbearbeiter ein Dokument, das mindestens folgende Elemente enthält :

- die Identität der in Anwendung des Artikels 4, § 1 bezeichneten Personen;

- wenn möglich die Identität und Anschrift der Person, die den Vorfall gemeldet hat;

- die Lokalisierung des Vorfalls;
- die mutmaßliche Art des Vorfalls;
- die Diagnose;
- die unternommenen oder zu unternehmenden Aktionen;
- unter Umständen die Nichtübereinstimmungserklärung bezüglich der Genusstauglichkeits- und Reinheitsanforderungen;
- unter Umständen die Unterrichtung der betroffenen Bevölkerung und Behörden.

Er vervollständigt das Dokument im Laufe der Bearbeitung des Vorfalls und unterzeichnet es, wenn dieser abgeschlossen wird.

Im Falle der Erstellung einer Nichtübereinstimmungserklärung bezüglich der Genusstauglichkeits- und Reinheitsanforderungen wird der Verwaltung und der Gemeinde unverzüglich eine Abschrift des Dokuments übermittelt.

**Art. 6 - § 1.** Der Vorfallobearbeiter stellt sofort eine erste Diagnose und hält die gesamten eingeholten Informationen in dem in Artikel 5 erwähnten Dokument fest.

§ 2. Falls nicht sofort eine Diagnose gestellt werden kann, begibt sich ein Bediensteter des Lieferanten sofort an Ort und Stelle, um eine eventuelle Beeinträchtigung des Wassers zu bewerten, und zwar indem er unverzüglich Messungen und/oder Probeentnahmen durchführt, um zumindest die Trübung und Farbe, den Geruch und die Wirksamkeit der Desinfizierung zu überprüfen.

Gegebenenfalls werden die Probeentnahmen und Analysen schnellstmöglich von einem akkreditierten Laboratorium durchgeführt.

**Art. 7 - § 1.** Nachdem der Vorfallobearbeiter die in Artikel 6 erwähnte Diagnose gestellt hat, bestimmt er die geographische Zone, die durch den Vorfall beeinträchtigt ist oder beeinträchtigt werden kann. Zu diesem Zweck kann der Einsatz eines jeden Bediensteten des Lieferanten ersucht werden, dessen Hilfe als erforderlich erachtet wird.

Unter Benutzung der von dem Lieferanten erstellten Netzschemen untersucht der Vorfallobearbeiter das Versorgungsnetz und die stromaufwärts gelegenen Bauwerke, um die Ursprungsstelle des Vorfalls zu identifizieren (Wasserentnahmestellen, Wasserspeicher, Wasserturm, private Anlage, usw.) und mit Genauigkeit die von dem Vorfall betroffene Zone zu bestimmen. Er legt die Gemeinde(n), sowie die Anzahl der Anschlüsse fest, die von dem Vorfall betroffen sind.

§ 2. Alle gesammelten Auskünfte, hauptsächlich die Angabe der Gemeinden, ihrer von dem Vorfall betroffenen Gebietsteile und die Referenzen der Netzschemen werden in dem in Artikel 5 erwähnten Dokument angeführt.

**Art. 8 - § 1.** Falls die in Anwendung des Artikels 4, § 1 bezeichnete Person zu dem Schluss kommt, dass das Wasser mit den in Artikel 5 des Dekrets erwähnten Genusstauglichkeits- und Reinheitsanforderungen übereinstimmt, hält sie ihren Beschluss in dem in Artikel 5 des vorliegenden Erlasses erwähnten Dokument fest und schließt das Verfahren bei Auftreten von Vorfällen ab.

§ 2. Wenn die in Anwendung des Artikels 4, § 1, b) bezeichnete Person der Auffassung ist, dass das Wasser nicht mit den in Artikel 5 des Dekrets erwähnten Genusstauglichkeits- und Reinheitsanforderungen übereinstimmt, überprüft sie, ob es durch unmittelbar getroffene Maßnahmen innerhalb einer geringeren Frist als derjenigen, die für die förmliche Nichtübereinstimmungserklärung notwendig ist, wieder mit den Anforderungen übereinstimmen kann. Diese Frist darf auf keinen Fall 6 Stunden überschreiten.

§ 3. Falls die unmittelbar getroffenen Maßnahmen, durch die das Wasser wieder mit den Genusstauglichkeits- und Reinheitsanforderungen übereinstimmen kann, schneller eingesetzt werden können als die in § 2 erwähnte Frist läuft, braucht keine förmliche Nichtübereinstimmungserklärung erstellt zu werden.

§ 4. Falls die unmittelbar getroffenen Maßnahmen, durch die das Wasser wieder mit den Genusstauglichkeits- und Reinheitsanforderungen übereinstimmen kann, nicht innerhalb der in § 2 erwähnten Fristen eingesetzt werden können, erstellt die in Anwendung des Artikels 4, § 1, b) bezeichnete Person eine förmliche Nichtübereinstimmungserklärung. Daraufhin trifft sie die erforderlichen Maßnahmen, um die betroffene Bevölkerung und die Behörden unter Berücksichtigung der eventuellen Einschränkungen des Wasserverbrauchs unverzüglich zu unterrichten. Dieser Beschluss wird in dem in Artikel 5 des vorliegenden Erlasses erwähnten Dokument eingetragen. Die betroffenen Behörden sind die Verwaltung, die Bürgermeister der betroffenen Gemeinden und gegebenenfalls jegliche andere zuständige Behörde.

**Art. 9 -** Der Lieferant trifft alle nützlichen Maßnahmen, um die Weiterführung der Bearbeitung des Zwischenfalls während und außerhalb der normalen Dienststunden zu gewährleisten.

**Art. 10 -** Der Lieferant übermittelt der Verwaltung seinen internen Not- und Einsatzplan zum ersten Mal am 1. Januar 2004. Der interne Not- und Einsatzplan ist mindestens einmal alle drei Jahre Gegenstand einer Bewertung zwischen dem Lieferanten und der Verwaltung. In diesem Fall wird der neue interne Not- und Einsatzplan gemäß dem in Artikel 2 angegebenen Verfahren der Verwaltung zur Genehmigung unterbreitet.

**Art. 11 -** Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 8, der am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Regierung zur Durchführung des Artikels 6 des Dekrets in Kraft tritt.

**Art. 12 -** Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M.FORET

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 4109

[2003/201554]

**2 OKTOBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de procedure die gevolgd dient te worden bij het voorvallen van gebeurtenissen die schade kunnen toebrengen aan het voor menselijke consumptie bestemde water**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 december 2002 betreffende de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water, inzonderheid op artikel 4;

Overwegende dat de menselijke gezondheid beschermd dient te worden tegen de kwalijke gevolgen van de verontreiniging van voor menselijke consumptie bestemd water door er het gezonde karakter en de schoonheid van te waarborgen overeenkomstig richtlijn 98/83/EG van 3 november 1998 betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water;

Gelet op het advies van de "Société publique d'aide à la qualité de l'environnement" (Openbare maatschappij voor hulpverlening inzake de verbetering van het leefmilieu), uitgebracht op 11 juni 2003;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 4 juli 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State van 27 augustus 2003;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "gebeurtenis" : elk feit waardoor de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water aangetast wordt of kan worden;

2° "leverancier" :

- a. de exploitant van een openbaar netwerk voor waterdistributie via leidingen;
- b. de exploitant van een private waterwinning die de bevoorrading van verbruikers via leidingen mogelijk maakt zonder gebruik te maken van een openbaar waterdistributienetwerk;
- c. de operateur die water vanaf een tankauto of -schip levert;

3° "beheerder van een gebeurtenis" : de persoon die daar binnen zijn diensten toe aangewezen is door de leverancier, die verantwoordelijk is voor het beheer van de gebeurtenis;

4° "Minister" : de Minister van de Waalse Regering die bevoegd is voor waterbeleid;

5° "Bestuur" : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

6° "distributiegebied" : geografisch gebied waarin het voor menselijke consumptie bestemd water afkomstig is van één of meerdere bronnen waarin de kwaliteit als eenvormig wordt beschouwd;

7° "decreet" : het decreet van 12 december 2002 betreffende de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water.

**Art. 2.** Elke leverancier dient een procedure vast te stellen, die intern nood- en interventieplan wordt genoemd en die gevolgd dient te worden bij het voorvallen van een gebeurtenis, minstens overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

In die procedure worden minstens omschreven :

- de nadere karakterisering van de gebeurtenis, meer bepaald de omschrijving van de maatregelen die getroffen dienen te worden op de plaats van het incident om de met betrekking tot bedoelde gebeurtenis verstrekte inlichtingen na te kijken;
- de wijze van beheer van de gebeurtenis, meer bepaald de omschrijving van de wijze die tot de verklaring van ondrinkbaarheid leidt;
- de wijze waarop inlichtingen worden verstrekt aan de betrokken verbruikers en overheden indien het water ondrinkbaar is;
- de wijze van traceerbaarheid van de gebeurtenis, meer bepaald wat betreft de registratie van de daarop betrekking hebbende documenten.

Het aldus opgestelde document dient daarnaast bijkomend te vermelden :

- de verdeling van de distributiegebieden op het grondgebied dat door de leverancier gedekt wordt, evenals de samenvattende schema's voor watertoevoer naar die gebieden;
- de alimentatiebron(nen) van elk distributiegebied;
- de adresgegevens van de beheerder van de gebeurtenis;
- de adresgegevens van de persoon of de overheid die tot de ondrinkbaarheid besluit.

Die procedure dient ter goedkeuring te worden voorgelegd aan het bestuur, dat over een termijn van zestig dagen beschikt om er mee in te stemmen of zijn opmerkingen over te maken.

**Art. 3.** Elke gebeurtenis dient onverwijld aan de leverancier te worden medegedeeld. Elke informatieverstrekking aan de leverancier met betrekking tot het voorvallen van een gebeurtenis die gefundeerd is of die niet afkomstig is van een derde dient vanwege de beheerder van de gebeurtenis te worden opgevolgd.

**Art. 4.** § 1. De leverancier wijst uit zijn midden aan :

- a) de beheerder(s) van een gebeurtenis; die aanwijzingen waarborgen dat het nood- en interventieplan dagelijks 24 uur op 24 in werking kan treden;
- b) de overheid die gemachtigd is om het water niet-conform te verklaren met de gezondheids- en schoonheidsvereisten.

§ 2. Elke medegedeelde gebeurtenis dient vormelijk geregistreerd te worden op een document zoals bepaald in artikel 5.

§ 3. De leverancier stelt een in geval van nood door het Bestuur raadpleegbaar samenvattend schema voor watertoevoer op en houdt het bij. De Minister kan de standaardkenmerken van die schema's vastleggen.

**Art. 5.** Zodra de gebeurtenis hem ter kennis wordt gesteld, stelt de beheerder van de gebeurtenis een document op dat minstens volgende gegevens vermeldt :

- de identiteit van de personen die zijn aangewezen ter uitvoering van artikel 4, § 1;

- indien mogelijk, identiteit en adres van de persoon die de gebeurtenis gemeld heeft;
- plaats van de gebeurtenis;
- vermoede aard van de gebeurtenis;
- diagnose;
- acties die ondernomen zijn of dienen te worden;
- eventuele niet-conformverklaring met de gezondheids- en schoonheidsvereisten;
- eventuele informatieverstrekking aan de bevolking en aan de betrokken overheden.

Zij vult het aan naargelang de gebeurtenis behandeld wordt en ondertekent het op het ogenblik dat de gebeurtenis afgehandeld is.

Als er een niet-conformverklaring met de gezondheids- en schoonheidsvereisten wordt opgesteld, wordt er onverwijld een afschrift van het document overgemaakt aan het Bestuur en aan de gemeente.

**Art. 6. § 1.** De beheerder van de gebeurtenis stelt onmiddellijk een eerste diagnose op en neemt notitie van alle ingezamelde gegevens in het document waarvan sprake in artikel 5.

§ 2. Als er niet onmiddellijk een diagnose opgesteld kan worden, begeeft zich een beambte van de leverancier onmiddellijk ter plaatse om een eventuele aantasting van het water te evalueren terwijl hij onmiddellijk maatregelen treft en/of waterstalen neemt om minstens de troebelheid, de kleur, de geur en de doeltreffendheid van de ontsmetting te controleren.

In voorkomend geval worden de staalnemingen en analyses zo spoedig mogelijk door een geaccrediteerd laboratorium doorgevoerd.

**Art. 7. § 1.** Na de diagnose bedoeld in artikel 6 opgesteld te hebben, bepaalt de beheerder van de gebeurtenis het geografische gebied dat bij de gebeurtenis betrokken is of erbij betrokken kan worden.

Zij kan daartoe de inzet eisen van elke beambte van de leverancier waarvan zij meent de hulp nodig te hebben.

De beheerder van de gebeurtenis verifieert het distributienet en de stroomopwaarts gelegen kunstwerken onder gebruik van de netschema's die door de leverancier zijn opgesteld om de site waar de gebeurtenis zijn oorsprong heeft te identificeren (waterwinningspunten, bekken, watertoren, privé-installatie, enz.) en het daarbij betrokken gebied nauwkeurig te bepalen. Hij bepaalt de gemeente(n), evenals het aantal aansluitingen die bij de gebeurtenis betrokken zijn.

§ 2. Alle ingezamelde gegevens, meer bepaald de aanwijzing van de gemeenten, van de delen van hun grondgebied die bij de gebeurtenis betrokken zijn en de referenties van de netschema's zijn vermeld in het document bedoeld in artikel 5.

**Art. 8. § 1.** Als de persoon aangewezen ter uitvoering van artikel 4, § 1, besluit dat het water conform is aan de gezondheids- en schoonheidsvereisten bedoeld in artikel 5 van het decreet, neemt zij notitie van de beslissing in het document bedoeld in artikel 5 van dit besluit en sluit te procedure af die gevolgd dient te worden bij het voorvallen van een gebeurtenis.

§ 2. Wanneer de persoon aangewezen ter uitvoering van artikel 4, § 1, b), meent dat het niet conform is aan de gezondheids- en schoonheidsvereisten bedoeld in artikel 5 van het decreet, controleert zij of onmiddellijke maatregelen het water opnieuw conform kunnen maken aan de gezondheids- en schoonheidsvereisten binnen een termijn die korter is dan de termijn nodig voor de formele niet-conformverklaring. Die termijn mag in geen enkel geval de zes uur overschrijden.

§ 3. Als de uitvoering van de onmiddellijke maatregelen die het water opnieuw conform kunnen maken aan de gezondheids- en schoonheidsvereisten minder tijd in beslag neemt dan de termijnen vermeld in § 2, is er geen aanleiding tot het opstellen van een niet-conformverklaring.

§ 4. Als de uitvoering van de onmiddellijke maatregelen die het water opnieuw conform kunnen maken aan de gezondheids- en schoonheidsvereisten het niet mogelijk maakt binnen de termijnen bedoeld in § 2, stelt de persoon aangewezen ter uitvoering van artikel 4, § 1, b), een formele niet-conformverklaring op. Zij treft dan alle nodige maatregelen om onmiddellijk te bevolking en de betrokken overheden op de hoogte te brengen waarbij rekening gehouden wordt met eventuele beperkingen in het gebruik van het water. Die beslissing wordt in het document bedoeld in artikel 5 van dit besluit opgenomen. De betrokken overheden zijn het Bestuur, de burgemeesters van de betrokken gemeenten en, in voorkomend geval, elke andere bevoegde overheid.

**Art. 9.** De leverancier treft alle maatregelen om de continuïteit van het beheer van de gebeurtenis tijdens en buiten de normale diensturen te garanderen.

**Art. 10.** De leverancier maakt zijn interne nood- en interventieplan voor het eerste uiterlijk op 1 januari 2004 aan het Bestuur over. Het interne nood- en interventieplan wordt minstens één keer elke drie jaar door Bestuur en leverancier onderling geëvalueerd. Die evaluatie kan aanleiding geven tot een verzoek van het Bestuur om een revisie van het plan door te voeren. In dat geval wordt het nieuwe nood- en interventieplan ter goedkeuring voorgelegd aan het Bestuur overeenkomstig de procedure vermeld in artikel 2.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, uitgezonderd artikel 8, dat in werking treedt de dag van de inwerkingtreding van het Regeringsbesluit dat ter uitvoering van artikel 6 van het decreet genomen wordt.

**Art. 12.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 oktober 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET